

**Élection du président de la BID :
la France et l'Europe doivent s'opposer fortement à la tentative de
passage en force de Donald Trump**

Le 12 et le 13 septembre, 46 pays éliront le nouveau président de la Banque Inter-Américaine de Développement (BID). Pour la première fois depuis sa création en 1959, **les Etats-Unis souhaitent imposer leur propre candidat** et rompre avec une coutume tacite qui veut que la présidence de cette institution revienne à un Sud-Américain.

La BID finance des projets majeurs d'infrastructure, de développement social, durable et de promotion des femmes. **Cette année, c'est plus de 15 milliards qui ont été prêtés, dans un contexte économique et social particulièrement alarmant.**

Les Etats-Unis sont un actionnaire important de la banque, puisqu'ils détiennent 30% de son capital. Donald Trump souhaite faire élire son candidat à la tête de l'institution : Mauricio Claver-Carone. Cet avocat américano-cubain est considéré comme l'architecte de la diplomatie agressive de Trump en Amérique Latine. **Son élection serait un moyen pour le Président américain de faire de la BID le bras armé financier de sa politique étrangère dans la région,** mais aussi de s'assurer le soutien des communautés cubaines de Floride dans la perspective de sa réélection.

Cette élection représente un enjeu majeur pour l'avenir du continent Sud-Américain et de son indépendance. A plusieurs reprises, **Mauricio Claver-Carone a exprimé que s'il était élu, le changement climatique et la promotion des politiques en faveur des droits des femmes ne seraient plus des priorités de l'action de la banque.** 16 pays européens, dont la France, ont un droit de vote. De nombreuses voix se sont élevées pour condamner cette tentative de passage en force en appelant à boycotter l'élection de ce week-end et ainsi exiger un report. C'est le cas notamment du Haut Représentant de l'UE pour les affaires étrangères, Josep Borrell.

Je dénonce avec force cette pratique unilatéraliste de Donald Trump qui vise à soumettre les intérêts de tout un continent à ses propres intérêts électoraux. **L'Amérique Latine n'est pas la chasse gardée des Etats-Unis.**

Je souhaite que l'Union Européenne et la France maintiennent leur position demain et s'opposent fortement à cette tentative. **L'avenir libre et indépendant de l'Amérique Latine doit être une priorité de politique étrangère pour nos États.** Nous devons retrouver le chemin d'une coopération multilatérale forte, respectueuse et juste entre nos deux continents.

Contact presse : Joaquin Berenger – 06 64 40 21 95